



Marthe Robitaille et Pierre Ippersiel, de la Coalition Outaouais à l'urgence, ont vertement semoncé les politiciens, hier.

## Les solutions aux problèmes de santé de l'Outaouais devront venir de la région

Le Droit

La Coalition Outaouais à l'urgence attend toujours. L'organisation estime qu'aucun candidat ne s'est démarqué sur la question de la santé depuis le début de la campagne électorale.

« Nous sommes en campagne électorale et aucun parti politique ne s'est encore mouillé de façon particulière face à notre démarche, ça me déçoit », a affirmé, hier, le porte-parole de la coalition, Pierre Ippersiel.

Le chef du Parti Vert, Scott McKay, attire toutefois la sympathie de la coalition parce qu'il a « reconnu la nécessité de tenir une enquête publique sur la situation de la santé en Outaouais ».

L'ADQ reçoit, pour sa part, un camouflet de la coalition pour sa volonté de privatiser en partie le réseau de la santé au Québec. « C'est loin de ce que nous privilégions », a indiqué M. Ippersiel.

Le porte-parole de la coalition est d'avis que l'élection d'un gouvernement minoritaire ne ferait pas de tort à l'Outaouais. « Un gouvernement minoritaire, des fois, c'est bon pour le

monde, dit-il. Ça fait réduire la tentation de verser dans l'arrogance et rend les élus plus attentifs aux besoins de la population. Il y a des conséquences troublantes à réélire cinq candidats libéraux à chaque élection. Les solutions concluantes ne sont pas là et ça donne l'impression à Québec qu'on peut prendre l'Outaouais pour acquis. »

Pendant que les candidats de la région continuent de chercher le soutien des électeurs, la Coalition Outaouais à l'urgence, pour sa part, a déjà recueilli l'appui de 2400 personnes qui ont signé la pétition sur le site [www.oauphase2.org](http://www.oauphase2.org).

La Coalition Outaouais à l'urgence fait peu de cas de la sortie du candidat libéral dans Châteauguay, Benoit Pelletier.

Ce dernier a affirmé, lundi, sans attendre les analyses du ministère de la Santé, qu'il ne croyait pas au sous-financement de 150 millions \$ dont fait état la coalition. « C'est bien de dire que nos chiffres ne sont pas bons, mais encore faudrait-il qu'on nous dise en quoi ils ne sont pas adéquats », a affirmé M. Ippersiel.

Ce dernier ne veut pas se lancer dans une guerre de chiffres avec les politiciens. « Si on fait ça, on ne s'en sortira pas, a lancé M. Ippersiel.

Il faut dépasser les chiffres et se rendre compte de la réalité; et la réalité c'est que notre réseau de la santé n'est pas en mesure de répondre à l'ensemble des besoins de la population.

Le classement de *L'Actualité* le démontre bien, les récents engorgements des urgences sont catastrophiques et il manque de médecins et de pharmaciens. »

Les solutions aux problèmes de l'Outaouais devront venir de la région elle-même, prévient M. Ippersiel.

« Depuis le début de la campagne, il n'y a eu aucune recherche de solution pour une région frontalière comme l'Outaouais, dit-il. Nous ne sommes pas en Gaspésie, l'Outaouais a des problèmes spécifiques et les solutions ne pourront pas émerger d'ailleurs qu'ici. »

M. Ippersiel appelle aussi l'Agence de la santé de l'Outaouais à assurer un meilleur leadership dans la région.